

Bulletin d'histoire politique

Le secret de famille

La participation des Canadiens français à la Deuxième Guerre mondiale

Béatrice Richard

B
H
P

Volume 1, numéro 2-3, printemps 1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063171ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063171ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Richard, B. (1993). Le secret de famille : la participation des Canadiens français à la Deuxième Guerre mondiale. *Bulletin d'histoire politique*, 1(2-3), 31–35.
<https://doi.org/10.7202/1063171ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1993

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

é
rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

ROSS, Rupert (1992), *Dancing with a ghost. Exploring indian reality*, Markam (Ontario), Octopus Publishing Group, 195 p.

ROULEAU, Michèle (1992), "Les femmes autochtones. «Nous voulons comprendre»", *RAIF*, nos 135-136 (octobre), p. 27-30.

SALÉE, Daniel (1992), "Autodétermination autochtone, souveraineté du Québec et fédéralisme canadien", dans François ROCHER (dir.), *Bilan québécois du fédéralisme canadien*, Montréal, VLB Éditeur (Études québécoises), p. 372-405.

VINCENT, Sylvie (1992), "La révélation d'une force politique: les Autochtones", dans Gérard DAIGLE (dir.) (avec la collaboration de Guy Rocher), *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, p. 749-790.

YORK, Geoffrey et Loreen PINDER (1991), *People of the pines. The warriors and the legacy of Oka*, Toronto, Little Brown & Co., 454 p.

LE SECRET DE FAMILLE
La participation des Canadiens français
à la Deuxième Guerre mondiale
par Béatrice Richard
Historienne et journaliste

«Comment se fait-il qu'au Québec les événements essentiels, les traumatismes historiques, semblent toujours se résoudre en un oubli stratégique rendant vaine - et ridicule - toute remémoration?»

Micheline Cambron.
«Crise, langage, fiction.»
Liberté, oct. 90, no 191.

Le 6 juin 1994 va marquer le 50^e anniversaire du débarquement de Normandie. Les troupes d'assaut canadiennes, dont le régiment de la Chaudière entièrement constitué de Québécois francophones, ont été les premières à prendre pied sur la côte française. La plus grande opération militaire de l'histoire. Des milliers de Québécois y ont participé. Des centaines y ont laissé leur vie.

En France, en Normandie, des croix blanches rappellent le sacrifice de ceux qui sont morts sur les champs de bataille. Qui, ici, se le rappelle? Qui, s'en souvient? Qui VEUT s'en souvenir? Silence suspect. Mais, comme Michel Tremblay le fait dire à l'un des personnages de sa pièce *Le vrai monde*, «il y a des silences qui deviennent assourdissants...»

Au Québec, aujourd'hui encore, tout se passe comme si le sang versé par les Canadiens

français lors de la Deuxième Guerre mondiale était une honte nationale et devait rester un secret de famille. Il y a quatre ans, dans *Le Devoir*, Paul-André Comeau exprimait cette réalité en ces termes:

La guerre s'achève au printemps 45. (...). La découverte de l'horreur des camps de concentration, l'ampleur innommable de l'holocauste, la dévastation du Vieux continent bouleversent leaders nationalistes et autres élites qui avaient vécu à l'ombre du mythe d'une «guerre anglaise». En un rien de temps, tout un peuple s'empresse d'oublier l'objet d'un malaise profond, d'un remords tenace qui n'est pas encore exorcisé³³.

Rapportant le propos de son confrère Jean-Pierre Gagnon, l'historien Desmond Morton résume la problématique d'un trait fulgurant:

Pourquoi, se demande Jean-Pierre Gagnon, les Québécois se souviennent-ils des cinq morts des émeutes de la conscription en 1918, alors que les 1,100 soldats du 22^e bataillon morts au champ d'honneur sont restés dans l'oubli? Gagnon enlève aux Québécois l'excuse de l'ignorance³⁴.

Remarque pour le moins troublante, en effet, quand on sait que la quasi-totalité du bataillon de 14-18 était composée de jeunes Canadiens français de Montréal. Mais il y a plus troublant encore.

Durant la guerre de 39-45, 41 760 Canadiens sont morts au combat, 53 073 ont été blessés, portés disparus, ou non rapatriés. De ce nombre, des milliers de Canadiens francophones. Le chiffre exact des canadiens francophones, morts ou blessés, n'a jamais été recensé. Pas plus d'ailleurs que le décompte exact des Canadiens français enrôlés ou conscrits au Canada à l'époque n'a été fait. Pourtant, il existe des statistiques très précises sur le nombre de ressortissants étrangers engagés alors dans les forces armées canadiennes. Pas moins de 24 nationalités y sont représentées!

33. Paul-André Comeau, «Le Québec et la guerre», *Le Devoir*, 2 septembre 1989, p. A.9.

34. Desmond Morton, «Comptes rendus», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 41, p. 273.

Ce qui est surprenant, fait remarquer l'historien Serge Bernier, c'est qu'on ait réussi à identifier ces multiples nationalités et qu'on n'ait pas attaché la même importance à faire le décompte des Canadiens français dans leur ensemble ou selon les provinces, afin de répondre aux critiques - justes ou injustes - proférées contre les Québécois ou les Canadiens français en rapport avec la crise de la conscription³⁵.

Fait plus bouleversant encore, vu l'ampleur de la tâche - qui nécessiterait le dépouillement de six millions de dossiers - ce chiffre risque de rester à jamais inconnu. Or, les francophones qui représentaient alors 19% des forces armées (plus de 100 000 hommes et femmes) ont dû payer leur juste part de l'impôt du sang.

Pourquoi cette «conspiration» du silence? Qu'après le plébiscite de 1942 le gouvernement central ait choisi de ne pas différencier les Canadiens français des Canadiens anglais dans ses statistiques, cela se conçoit. L'unité nationale ne venait-elle pas d'être fortement ébranlée? Mais que sur la scène provinciale les tenants du nationalisme québécois d'après-guerre aient entermé ceux qui avaient choisi d'aller se battre sous un silence coupable, voilà qui apparaît suspect. Les «vrais» héros devenaient les déserteurs. Ne valait-il pas mieux oublier les soldats canadiens-français morts ou vifs et taire leurs exploits faits au nom du Canada? Nationalisme oblige.

Ils étaient des hommes... et partie de l'histoire du Québec

Pourtant, les Canadiens francophones sont bien allés se battre. Et, dans le contexte de l'époque, cette participation fut significative, compte tenu de la place réservée aux Canadiens français dans l'armée canadienne et des déchirements internes engendrés par la crise de la conscription.

D'ailleurs, le «NON» au plébiscite, majoritaire au Québec, était bien plus l'expression de l'opposition à un pouvoir central incapable de tenir compte de la spécificité de la société canadienne française qu'à un refus atavique d'aller

se battre. D'autant plus que la très grande majorité des Canadiens français morts au combat s'étaient enrôlés comme volontaires.

Après s'être engagé dans le camp du «Non» lors de la crise de la conscription, Paul Sauvé, futur successeur de Duplessis, s'enrôla un mois plus tard comme volontaire. Michel Chartrand, l'une des figures influentes de la campagne du «Non», a toujours considéré son frère Gabriel, engagé comme volontaire dès le début de la guerre, comme un héros.

Le 3 août 1942, Adélard Godbout, premier ministre du Québec, s'adresse en ces termes aux Français sur les ondes de Radio-Canada:

Vous ne l'ignorez pas, mais j'aime à le proclamer et tiens à le répéter, c'est un régiment de chez nous qui, le premier dans notre pays, au début de la guerre, a complété son effectif. Il y a plusieurs régiments de Canadiens français, et nos frères et nos enfants sont nombreux dans les autres [...]. Le nombre de nos soldats qui se sont engagés spontanément à traverser l'Atlantique, et à vous aider à vaincre les Boches, équivaut à une armée française d'un million de soldats, à trois millions aux États-Unis³⁶.

Plus près de nous, Jean V. Dufresne s'exclamait il y a quelques années dans *Le Devoir*:

Si les Canadiens français ont dit non à King, le Québec a compté dans les rangs de l'armée canadienne plus de volontaires per capita que tout autre province canadienne. Et ne me dites pas que c'était à cause de la Dépression! Les Prairies des années 30, victimes de la sécheresse, les Terre-Neuviens, victimes de la famine, n'étaient pas moins pauvres que les habitants de la Vallée du Saint-Laurent³⁷.

Pourquoi ces hommes allaient-ils se battre, dans un contexte canadien qui leur était si peu favorable? À cette interrogation nous serions tentés de répondre: peut-être simplement par désir d'être des hommes.

35. Jean Pariseau et Serge Bernier, *Les Canadiens français et le bilinguisme dans les Forces armées canadiennes*, tome 1, 1763-1979: le spectre d'une armée bicéphale, Ottawa, MDN, 1987.

36. Cité dans J. Lacoursière, J. Provencher, D. Vaugeois, *Canada-Québec, synthèse historique*, Éditions du Renouveau pédagogique, Montréal, 1978, p. 522.

37. Cité par Lysiane Gagnon, «Le jour du souvenir», *La Presse*, 16 novembre 1991.

En 1940, après 10 années de crise économique qui avaient plongé des familles entières dans la misère, hypothéqué les projets d'avenir des plus jeunes, enfin se présentait à ces hommes non seulement l'occasion de gagner quelques sous, mais surtout celle de donner un sens à leur vie. En s'engageant dans quelque chose qui concernait l'humanité tout entière, quelque chose qui les dépassait.

Gabrielle Roy a très bien exprimé ce sentiment à travers le personnage d'Azarius Lacasse de *Bonheur d'occasion*:

Il pensa aux cargos qu'il voyait toujours passer sur le canal de Lachine avec un désir fou de partir. Il pensa aux vieux pays qui l'avaient fait rêver, tout jeune, sur ses livres de classe, à «France», ce mot blotti au fond de ses songes comme une nostalgie. Il évoqua jusqu'aux champs de bataille fumants de sang humain, mais où un homme se révélait dans sa force. Il eut un grand besoin d'aventures, de périls, de hasards, lui qui avait si misérablement échoué dans les petites choses. Et même, lui qui s'était trouvé incapable de secourir le malheur qui l'entourait, il fut saisi d'une fièvre intrépide à la pensée de combattre les grandes afflications ravageant le monde³⁸.

Mais il y avait peut-être plus encore: «un espoir diffus, incompris de la plupart des hommes, qui soulevait encore une fois l'humanité: détruire la guerre», écrit Gabrielle Roy.

Aujourd'hui, qu'a donc retenu notre mémoire collective de ces événements qui ont changé la face du monde? Tout se passe comme si les Canadiens français avaient vécu en dehors du plus grand conflit mondial de l'histoire de l'humanité. Comme si les Canadiens français étaient restés en dehors de l'Histoire.

Le nationalisme du refus

La Guerre est absente de notre histoire. La période 39-45 se résume pour nous à la crise de la conscription, au «NON» du plébiscite de 1942. C'est autour de cette décision historique que s'est cristallisé le mythe de la non-participation à la guerre des Canadiens français.

Cette soi-disant non-participation est présentée comme une preuve de lâcheté de notre part par le reste du Canada anglais à chaque crise nationale d'envergure. Celle du lac Meech n'a pas fait exception. Insulte gratuite, dont on ne devrait pas tenir compte si nous n'avions pas nous-mêmes intériorisé l'idée que, oui, nous n'avons pas voulu participer à une guerre qui ne nous concernait pas dans une armée, l'armée canadienne, considérée comme étrangère (dans son refus de tenir compte de la réalité québécoise francophone, cette perception de l'armée canadienne était loin d'être fausse). Et qu'effectivement nous ne l'avons pas faite.

Tant dans notre histoire que dans notre conscience populaire, ce «refus», cette «non-participation» sont présentés aujourd'hui encore comme étant LA réalité. TOUTE la réalité historique. Notre nationalisme fit de ce refus une victoire, une marque éclatante de notre différence, de notre autonomie. Pour les Français, au contraire, «nous y sommes allés».

Dans les cours d'histoire de la Seconde Guerre mondiale, on rappelait encore il n'y a pas si longtemps aux jeunes lycéens français les exploits et la bravoure des Canadiens français du régiment de la Chaudière, des Fusiliers Mont-Royal et du 22^e régiment.

Comment expliquer un tel décalage entre la perception qu'ont les Français des nôtres et celle que nous, nous en avons? Avec les années 60, le Canadien français devient le Québécois. Ce glissement d'identité, qui aurait dû déboucher sur une réappropriation de notre histoire, se fonde au contraire à la fois sur une dévalorisation du Canadien français et sur un nationalisme du refus. D'un côté, on perpétue le mythe du déserteur, de l'autre les vétérans passent pour des dupes, des victimes de l'impérialisme britannique. Face à la guerre, nous voilà piégés.

Nous avons dit «NON» aux Anglais. Et ceux qui ne s'étaient pas cachés, qui s'enrôlèrent volontairement, qui participèrent au combat, n'ont pu que se taire. À la fois parce qu'il est toujours difficile de raconter l'horreur, la mort, la souffrance. Mais aussi, et peut-être surtout, parce que peu de gens ont désiré entendre ce qu'ils avaient à dire. À croire que pour l'*homo quebecensis*, chaque guerre qui martela son histoire est un Viêt-nam honteux.

38. Gabrielle Roy, *Bonheur d'occasion*, éditions Stanké, Montréal-Paris, collection 10/10, 1978, p. 374.

La culture du déserteur

Notre culture s'est fait l'écho de ce silence et de cet oubli.

Dans toute notre littérature, seulement deux romans situent leur action directement au combat: *Neuf jours de haine*, de Jean-Jules Richard, publié en 1948, *Les Canadiens errants*, de Jean Vaillancourt, publié en 1954.

Si d'autres romans comme *Ti-coq*, de Gratien Gélinas, *Bonheur d'occasion*, de Gabrielle Roy, ou *La guerre, yes sir!*, de Roch Carrier, se situent pendant la guerre, leur intrigue ne se déroule pas au front.

Dans *La guerre, yes sir!* notre guerre est vue sous l'angle de la dérision. Oeuvre importante dans la littérature québécoise, le roman de Carrier résume bien le mythe du déserteur et de la victime. L'un des personnages se coupe la main d'un coup de hache pour ne pas aller au combat. Le membre sacrifié et congelé sert de rondelle de hockey à un groupe d'enfants. Quant à celui qui, mort au front, a droit à une médaille posthume, on apprend qu'il a perdu la vie en chiant sur une mine.

Les Éditions du Boréal viennent de rééditer, sous le titre *Histoires de déserteurs*, la trilogie romanesque d'André Major: *L'épouvantail*, *L'épidémie* et *Les rescapés*, publiés entre 1974 et 1976. Le récit de Major tourne autour de Maurice Boulanger dit «Momo» qui, pour échapper à la police, trouve refuge dans le Nord auprès du «vieux Donaldieu exilé par le destin pour avoir refusé de s'enrôler à 28 ans».

Le cinéma québécois qui prend son envol pendant les années soixante ne produit que deux films se situant pendant les années de guerre: *Partis pour la gloire*, de Clément Perron, qui raconte les déboires de deux déserteurs et *Je suis loin de toi mignonne*, de Claude Fournier l'histoire d'un mariage provoqué par la crainte d'être conscrit. Là aussi, c'est le thème de la fuite qui domine le discours.

Attitude significative: à l'Office national du film, la majorité des gardiens, hommes d'entretien, était composée jusqu'à tout récemment d'anciens vétérans; pourtant, personne parmi les cinéastes qui les côtoyaient quotidiennement n'a jamais songé à les interroger sur ce qu'ils

avaient vécu. Mais l'élite d'une nation condescend-elle jamais à parler au nom de son peuple quand la parole de ce dernier risque de mettre en péril un confortable statu quo intellectuel?

À la décharge de notre frileuse intelligentsia, concédons qu'en ce qui concerne la guerre ce qui avait été porté au grand écran par l'ONF durant la guerre relevait plus de la propagande «canadienne» que du cinéma. La participation des Canadiens français, noyés dans l'armée canadienne, y était occultée. Comment auraient-ils pu s'y reconnaître?

Le culte du petit

Roch Carrier dans *La guerre, yes sir!* fait dire à l'un de ses personnages: «C't'une guerre de gros... Pis nous autres on est des p'tits.» Nos héros sont toujours des antihéros, des déserteurs, des «petits» jusqu'à la complaisance. Ce discours imprègne toute notre culture, voire notre histoire: «Notre ethnie s'est constituée dans une vie étale et obscure dont l'histoire des peuples n'a presque rien retenu. Pas de guerres ni d'actions éclatantes mais la grisaille de la vie quotidienne, toujours recommencée», dit Marcel Rioux³⁹.

Pourquoi ne sommes-nous pas capables d'avoir une représentation lucide de nous-mêmes, qui ne soit pas «rapetissée»? Pourtant, les exemples du contraire abondent. Gabriel Chartrand, le frère du syndicaliste Michel Chartrand, s'enrôle dès le début de la guerre, ne pouvant rester indifférent devant le fascisme. Spécialiste des communications et des opérations clandestines, il est parachuté en France occupée pour aider la Résistance. Risquant chaque jour sa vie, il y demeure jusqu'au jour «J» (le débarquement). Décoré pour bravoure, il revient chez lui pour y être oublié... évacué de l'histoire. En France, des dizaines de films ont glorifié ces combattants de l'ombre. Ici...

Et les Allard, Ménard, Dubuc... tous oubliés. Alors qu'on immortalise le plus obscur des organisateurs de tournois de balle-molle pee-wee en donnant son nom à une rue ou à un édifice public, qu'en est-il de ceux qui risquèrent voire donnèrent leur vie pour arrêter le fascisme, mettre fin à une guerre qui ravageait le monde? Y-a-t-il au Québec un boulevard

39. Marcel Rioux, *Les Québécois*, Éditions du Seuil, p 149.

Gabriel-Chartrand? Une avenue Gabriel-Chartrand? Une rue Gabriel-Chartrand? Une ruelle Gabriel-Chartrand? Un cul-de-sac?...

Déserteurs ou victimes innocentes d'une boucherie téléguidée d'Ottawa ou de Londres, comme si nous ne pouvions nous penser autrement qu'à travers ces clichés! À toujours se voir comme un peuple victime du destin, toujours en dehors de l'Histoire, comment les Québécois pourraient-ils être autre chose qu'une vue de l'esprit?

Une interrogation sur l'histoire et le présent. Sur le pays. Sur notre nationalisme. Sur nous-mêmes, notre imaginaire, sur ce que nous voulons/allons être demain. Mais pour pouvoir y répondre il faut d'abord avoir le courage de lever ce terrible secret de famille qui pèse sur nos consciences depuis plus de 50 ans.

Y AURA-T-IL UNE PLACE POUR L'HISTOIRE AU XXI^e SIÈCLE?

par Bronislav Geremek

Historien médiéviste, conseiller de Solidarité

Conférence prononcée au

Congrès international des archives

Montréal, septembre 1992

Tout d'abord, je voudrais vous dire ma gratitude pour avoir ce privilège et cet honneur de parler, à Montréal, devant les archivistes du monde entier. Je dois ce privilège à l'invitation de la Commission Internationale des archives, à l'invitation de monsieur Jean-Pierre Wallot, l'archiviste national du Canada, mais je sais bien que je dois ce privilège à la longue amitié qui m'unit à Jean Favier. Je pense que la raison de mon invitation ce n'est pas seulement le fait que je suis historien, historien qui a fait son apprentissage dans les archives, mes débuts dans les Archives nationales sous l'oeil bienveillant de Lucie Favier, [en] 1956, mais je crois que dans cette décision il y avait la prolongation d'un mouvement de coeur qui [qu'il y] avait dans l'opinion occidentale tout entière à l'égard du mouvement de liberté. C'est un Polonais qui vous parle et qui essaie donc de ce point de vue particulier de parler du monde contemporain. Je n'oserais pas vous proposer maintenant un discours général. Ce que je voudrais, à la fin de ce très important congrès, c'est de poser quelques questions; quatre questions.

La première c'est:

Est-ce que, dans le monde où nous vivons, il y a de la place pour l'espoir?

Chaque époque met en doute sa propre rationalité. Ça peut concerner les systèmes de valeurs, ça peut concerner le régime politique, les méthodes de mener les guerres, le style d'architecture ou bien la région. Mais il y a des moments où tout semble mis en doute, il y a des moments où nous avons affaire à des crises générales de civilisations. Dans cette fin du XX^e siècle, on a l'impression qu'il y a surtout beaucoup de danger et d'incertitude. L'an 2000 qui s'approche semble apporter maintenant au monde tout d'abord et surtout les angoisses. Le XX^e siècle a vu la disparation des empires. Cela a duré des années, mais le XX^e siècle à sa fin a vu aussi la disparition peut-être du dernier empire et cette disparition a pris très peu de temps, elle nous a pris de court. On peut dire que maintenant l'opinion publique mondiale ne cesse de s'étonner du brusque caractère de ce changement.

Ce changement apportait aussi des inquiétudes nouvelles. L'idée révolutionnaire de l'État-nation organisait les nations en États pendant les deux derniers siècles. Maintenant, nous avons le sentiment que les États nationaux sont en train de céder la place à des organismes économiques multinationaux et à des phénomènes et des processus d'intégration dont l'exemple est l'intégration européenne. Il y a en même temps aussi une crise du système traditionnel d'organisation des citoyens sur la scène publique. Les systèmes de partis politiques semblent ne correspondre plus à l'aspiration de participer massivement dans la prise des décisions.

La bipolarité de notre monde politique appartient au passé. Ce partage entre deux empires, deux forces, deux camps divisés par la guerre froide appartient au passé aussi. Dans la description du monde qui nous entoure, à l'optimisme de la croissance s'oppose l'idée de la déchéance de la civilisation et des barrières du développement économique. Ce qui frappe surtout, c'est la détérioration des milieux dans lesquels l'homme doit vivre; la détérioration du milieu naturel et cela non seulement à l'échelle du Nord industrialisé, mais à l'échelle du monde entier. Le nombre croissant de la population met aussi l'humanité tout entière devant des défis